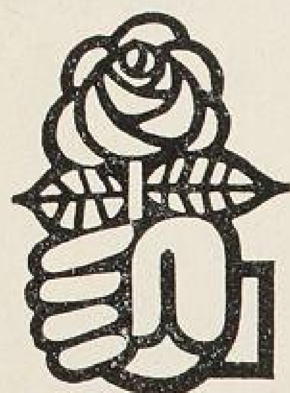
REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

TROISIEME CIRCONSCRIPTION LOCHES-AMBOISE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978



PARTI SOCIALISTE

Christiane MORA candidate titulaire
Serge PETIT candidat suppléant

s'adressent aux Electeurs et Electrices,

— 1978 DOIT ETRE L'ANNEE DU CHANGEMENT

La Nation ne veut plus dans son immense majorité de cette politique d'injustice sociale et d'impuissance économique.

Chacun de vous doit y réfléchir aujourd'hui : si, par malheur, la droite conservait la majorité au Parlement, la politique anti-sociale qui s'est aggravée ces dernières années ne connaîtrait plus de frein. **Salaires, emplois, libertés syndicales, droit de grève, sécurité sociale, ce sont les intérêts vitaux des travailleurs qui seraient attaqués par ceux qui, ayant gagné après avoir eu tellement peur de perdre, se croiraient tout permis.**

POUR LE CHANGEMENT

Le Parti Socialiste présente une FEMME *comme candidate titulaire. Grâce au combat que nous menons tous ensemble, hommes et femmes, travailleuses et femmes au foyer, mères de famille et célibataires, les droits des femmes dans la vie publique ne sont plus combattus que par ceux qui se refusent à tout progrès. Fr. MITTERRAND a confié à des femmes des responsabilités nationales importantes : c'est ainsi que j'ai été élue il y a trois ans à la direction du P. S. et que j'ai occupé les fonctions de Déléguée Nationale à l'Environnement, puis à l'Energie. Les électeurs et les électrices, de plus en plus nombreux, font confiance aux femmes pour exercer des mandats de maire ou de conseillère municipale. J'ai été moi-même élue en mars 1977 conseillère municipale de BLERE où j'habite.*

Comme Serge PETIT, Tourangeau de naissance, je connais bien notre région. Nommée jeune professeur à TOURS en 1962, J'AI PU ME FAMILIARISER DEPUIS QUINZE ANS AVEC LES PROBLEMES DE TOUTES NOS COMMUNES, et étudier les solutions concrètes qui redresseraient la situation de notre région. Spécialisée dans l'étude des questions agricoles, j'ai pu en particulier mesurer les conséquences catastrophiques de la politique gouvernementale pour les exploitations familiales. L'expérience que nous avons acquise tous deux et l'efficacité dont nous avons pu faire preuve comme élus locaux au service des travailleurs, nous permettent de nous présenter aujourd'hui à vous pour solliciter un mandat de député.

Etre en contact constant avec vous, travailler régulièrement avec vos élus, organisations et associations, tel est le premier travail d'un député qui doit en outre vous représenter fidèlement et vous défendre au Parlement : cela ne s'improvise pas.

▶ *Nous sommes allés dans toutes les communes nous informer auprès des élus et de la population des projets de chacun : Nous les connaissons bien.*

— CE QUI EST POSSIBLE

L'intensité et la gravité de la crise dans laquelle la société et l'économie française sont plongées ne doivent pas être un motif de renoncer, car chaque mois de plus de gouvernement actuel aggrave la situation de notre pays. **Les transformations prévues par le Programme Commun, qui est notre programme à tous, sont urgentes et nécessaires.**

Et cela est possible dès maintenant. Ce n'est pas « au coup suivant », ce n'est pas dans cinq ans ou plus tard, c'est maintenant que le changement peut et doit se réaliser.

▶ **VOTRE CONFIANCE PEUT ALLER AUX CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE : JEUNES, DISPONIBLES, IL Y A DES ANNEES QU'ILS TRAVAILLENT POUR ETRE CAPABLES DE VOUS REPRESENTER.**

.../...

CE QUI PEUT CHANGER DEMAIN

LE SORT DES PLUS DEFAVORISES, DES TRAVAILLEURS VICTIMES DU CHOMAGE ET DE L'INFLATION, PAR L'AMELIORATION DES :

Salaires

— S.M.I.C. à 2.400 F par mois ;
— pouvoir d'achat amélioré par des augmentations de taux décroissant jusqu'à atteindre le taux 0 au niveau de 4 fois le nouveau S.M.I.C.
Au-delà, maintien garanti du pouvoir d'achat pour les salariés couverts par les conventions collectives et statuts ;
— suppression des abattements de zone et de toutes les discriminations salariales ;
— 5e semaine de congés payés pour tous ;
— réduction de l'éventail des salaires.

Retraites

— 75 % du salaire moyen des dix meilleures années ;
— reversibilité entre époux sur la base de 60 % ;
— minimum vieillesse, porté immédiatement à 1.300 F par mois puis revalorisé jusqu'à 80 % du S.M.I.C. ;
— institution d'une charte du 3e âge.

Prestations Sociales

— revalorisation immédiate de 50 % des allocations familiales et versement dès le premier enfant ;
— aide sociale aux handicapés adultes portée à 1.200 F par mois, puis revalorisée. Extension du bénéfice de la tierce personne.

L'EMPLOI :

— création de 150.000 emplois publics et de 60.000 emplois temporaires mis à la disposition des collectivités locales.
— interdiction du cumul des retraites avec des emplois salariés (750.000 cumuls en 1977) ;
— diminution de la durée hebdomadaire du travail avec maintien intégral du salaire ;
— ouverture des droits à la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes et travailleurs des métiers pénibles ;

LA SITUATION DES PETITS ET MOYENS EXPLOITANTS AGRICOLES :

— fixation de **prix garantis** minimum pour chaque produit agricole, calculés afin de couvrir les charges et de rémunérer à sa valeur le travail de l'exploitant. Ils suivront l'évolution des coûts de production et s'appliqueront jusqu'à un certain quantum de production ;
— création auprès du Conseil des Ministres d'un **Comité Spécial de contrôle de l'évolution des charges de production des agriculteurs.**
— contrôle du foncier et de l'interdiction des cumuls par les agriculteurs eux-mêmes ;

LE STATUT SOCIAL ET ECONOMIQUE DES ARTISANS, COMMERÇANTS ET P.M.E. :

— Suppression des privilèges des grandes firmes (crédit, fiscalité) et égalité des chances face à la concurrence : Réforme de la fiscalité locale qui pénalise actuellement les activités de main-d'œuvre ;
— décentralisation et réduction des pouvoirs de la bureaucratie centrale : Intervention économique des régions et des communes par l'aide aux entreprises petites et moyennes.

LA LUTTE CONTRE LA CRISE PAR UNE NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE :

— nationalisation ou contrôle par prise de participation majoritaire des principaux pôles de domination économique et de celles de leurs filiales qui ont un intérêt stratégique ; nationalisation du **crédit** ;
— extension des droits des travailleurs et de leur pouvoir d'intervention à tous les niveaux ;
— institution d'une planification démocratique et d'une régionalisation véritable qui permettront de rendre vie aux régions et aux secteurs abandonnés par le capitalisme dans la vie économique ;

vivre, vivre autrement, vivre ensemble...

Nous socialistes ne voulons ni gérer la crise, ni la troquer contre une autre crise. La croissance économique doit changer de contenu, dans la fidélité aux engagements pris devant vous par la gauche depuis 1972 avec le Programme Commun actualisé.

L'Union de la Gauche est le moyen d'y arriver, et l'Union de la Gauche c'est vous.

C'est vous qui pouvez l'imposer en VOTANT SOCIALISTE, car nous Socialistes, prenons dès maintenant l'engagement de nous désister sans condition au deuxième tour, pour le candidat de gauche le mieux placé.

DES LE PREMIER TOUR VOTEZ ET FAITES VOTER :

Christiane MORA

Maître-Assistant d'Université
Conseillère Municipale de Bléré
Membre du Comité Directeur du Parti Socialiste
Déléguée Nationale à l'Energie auprès de François MITTERRAND





REMPLAÇANT EVENTUEL :

Serge PETIT

Médecin
Conseiller Municipal
Conseiller Général de Descartes

VOTEZ SOCIALISTE !

IMP. MAURICE GAILLON - LOCHES